

# Olivier Chastel, président du MR

## «Le poujadisme du Parti socialiste, ça suffit!»

### EXPRESS

«L'opposition raconte n'importe quoi aux gens, que ce soit sur l'aménagement des fins de carrière, sur les pensions ou le saut d'index, on peut démonter toutes les caricatures, tout est archi faux.»

«Il y a des marges, mais on a un cap: la création d'emplois.»

«Faire peur aux gens, propager les mensonges et la caricature, cela doit cesser.»

«Nous nous engageons à encore diminuer les charges sur le travail.»

«On a installé un climat anti entreprises en Wallonie (...). Derrière le brouillard du PS, il y a là de vraies mesures d'austérité (...). Il n'y a aucune vision, aucun cap. Le seul cap, c'est de faire fuir les entreprises et d'attaquer le portefeuille des Wallons.»

### INTERVIEW MARTIN BUXANT

**L**e nouveau maître de la Toison d'Or, élu président du MR jeudi soir, met la main sur ses colts pour sa première sortie dans «L'Echo». Pour défendre le gouvernement fédéral. Et pour descendre le gouvernement wallon.

**Vous voulez travailler sur la doctrine libérale, ça veut dire quoi? Aller vers le libéralisme social?**

Non, ça, ça veut tout dire et rien dire. Je ne suis pas pour accoler le mot social derrière le mot libéralisme, par essence le libéralisme est social. On veut développer l'économie et créer de l'emploi pour pérenniser le modèle social qui est le nôtre. Je n'ai pas besoin d'adjectif derrière «libéralisme». Mais je veux faire évoluer l'ensemble de la doctrine.

**Mais vers où?**

Je n'ai pas d'objectif fixé. Je veux adapter la doctrine à l'évolution de la société mais je ne veux pas fixer d'objectif dès à présent. Ce sera fait avec les militants du Mouvement réformateur.

**Lundi, le pays sera paralysé avec la grève générale. La Belgique est clivée, partagée**

**entre ceux qui soutiennent votre action au gouvernement fédéral et ceux qui la jugent insupportable...**

Quand j'entends ce qu'on reproche au gouvernement fédéral, je ne peux m'empêcher de penser que tout ce travail d'excès, de caricature, d'outrances, fait mal à la population. De notre côté, on doit faire effort de pédagogie pour expliquer encore davantage aux gens et les apaiser, mais il faut dire ce que sont les conséquences exactes des mesures. L'opposition raconte n'importe quoi aux gens, que ce soit sur l'aménagement des fins de carrière, sur les pensions ou le saut d'index, on peut démonter toutes les caricatures, tout est archi faux.

**Donc, les grévistes sont complètement à côté de la plaque?**

Ils peuvent faire grève parce qu'ils n'aiment pas le modèle, parce qu'ils veulent faire peur aux autres concitoyens, ça ils peuvent le faire. Ils ont inversé la mécanique normale: en général, la grève est l'arme ultime de protestation, ici, on fait grève avant de venir à une table de négociation en disant qu'il n'y avait pas de marge de négociation.

**Mais ils ont raison: il n'y a pas vraiment de marge de négociation, votre cap va rester...**

Il y a des marges, mais on a un cap: la création d'emplois. Quand on voit qu'un mois et demi après la mise en place de ce gouvernement, la Banque nationale nous dit qu'avec ces mesures on va créer 59.000 emplois, on sait qu'on est bien parti, c'est positif. Le cap est bon.

**Pourtant, le mécontentement social est là et bien là: de nouvelles actions sont annoncées par les syndicats pour après le 15 décembre...**

Il est urgent de se mettre autour de la table de négociation.

**C'est le Parti socialiste qui instrumentalise la contestation pour faire chuter votre gouvernement fédéral?**

Quand on voit la manière avec laquelle la caricature a été orchestrée par le Parti socialiste, il est clair que ce sont des actions politiques. Regardez la manière dont le PS a essayé de faire peur aux gens: je le dis, là-dedans il y a du poujadisme, on active les peurs des gens. Je pense que ce n'est pas très glorieux, d'autant que quand on reprend point par point on sait qu'ils racontent n'importe quoi. Le pouvoir d'achat va augmenter,

chacun fait un petit effort en fin de carrière. Mais quand j'entends qu'on fait croire que les enseignants vont travailler sept ans de plus, c'est un mensonge éhonté. Et quand on fait peur aux gens, et qu'on leur raconte des choses fausses, c'est du poujadisme.

**Vous appelez le Parti socialiste à cesser ses caricatures, c'est ça?**

Je leur lance surtout un appel à la responsabilité. Le PS peut faire son travail d'opposition, mais le PS et les syndicats doivent réfléchir aux conséquences de leurs actes. Quand on voit que le pays est paralysé et qu'on empêche les gens de travailler, qu'on les empêche même de circuler dans nos villes, ce n'est plus possible. On intimide les commerçants qui veulent travailler! On sabote l'outil de travail: regardez au Tec Liège... Mais où va-t-on? C'est de l'excès. Et on veut développer un cadre législatif pour encadrer la manière dont ceux qui veulent travailler peuvent le faire.

**Et comment fait-on cela: on limite le droit de grève?**

Non. Nous y réfléchissons pour le moment, Denis Ducarme et moi-même, avec des juristes. Ceux qui pensent que le gouvernement prend de bonnes mesures et qui pensent que l'activité économique doit pouvoir se poursuivre ont le droit de pouvoir travailler.

**Il y a une mesure symbolique qui dégonflerait la contestation sociale, c'est la taxation des plus-values boursières...**

Je ne pense pas que cette seule mesure va contenter la FGTB, mais l'accord de gouvernement est très clair: il y a déjà une taxation du capital. On va chercher un milliard d'euros sur le capital à travers les quatre exercices budgétaires de la législature: lutte contre l'évasion fiscale, contribution des banques, taxes sur les opérations boursières, ce sont des mesures sur le capital. Maintenant, la porte est ouverte à la taxation de la spéculation. On doit plancher sur une réforme fiscale, mais c'est d'abord diminuer la taxation sur le travail avant d'aller courir derrière de nouvelles recettes fiscales.

**Mais est-ce que vous garanzissez qu'il y aura une réforme fiscale portant sur une diminution des charges sur le travail et sur une taxation du capital sous cette législature?**

Nous nous engageons à encore diminuer les

charges sur le travail.

**Comment jugez-vous l'action du gouvernement wallon?**

Ah, et bien là, je salue le réveil tardif des syndicats. Après avoir étriillé et monté en épingle les mesures du fédéral, ils semblent avoir enfin compris que derrière le brouillard du PS, il y a là de vraies mesures d'austérité. Ce qui me choque le plus, c'est la manière avec

laquelle ce gouvernement wallon touche les citoyens tout en prétendant seulement faire des économies sur les structures. Entre le bonus logement, la fin de la déductibilité des titres-services, les primes logement et énergie, l'augmentation du ticket des TEC ou l'augmentation du prix du gaz et de l'énergie, on arrive à des montants colossaux. Ce gouvernement attaque le portefeuille des Wallons, mais ce n'est pas tout: le PS et le cdH s'en prennent aussi aux entreprises. On a installé un climat anti entreprises en Wallonie. Regardez: ils maintiennent dans les textes leur fameuse taxe sur l'outillage des entreprises, comme une menace! Ils l'ont votée et maintenue. Ils suspendent cette taxe à une discussion avec les entreprises pour faire pression sur elles en disant: si on ne trouve rien d'autre et bien on vous taxera votre outillage. Ce n'est pas en agissant de la sorte que la Wallonie va se redresser. Non seulement, tout cela va dans le mauvais sens, mais en plus il n'y a aucune vision, aucun cap. Le seul cap, c'est de faire fuir les entreprises et d'attaquer le portefeuille des Wallons.

**Le Plan Marshall 4.0, c'est quand même un outil ambitieux...**

un coup de com'pour éloigner les discussions budgétaires. Pas un mot de ce plan dans le budget 2015, vous imaginez ça? Ce que nos entreprises et les Wallons attendent, c'est autre chose que du vent.

**Donc, Paul Magnette est un très mauvais ministre-président wallon, alors?**

Je n'ai pas à juger qui fait quoi. Mais je confirme ce que Pierre-Yves Jeholet a déjà dit: la Wallonie mériterait bien un ministre-président à temps plein. Je n'ai jamais été favorable au cumul, c'est la raison pour laquelle j'ai souhaité ne pas revenir dans le collège de Charleroi. J'estimais qu'une haute fonction comme une présidence de parti ou une ministre-présidence de gouvernement mérite qu'on s'y attache à temps plein. Mais chacun agit selon sa conscience et ses priorités.